

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An deux mil vingt-six, le 12 janvier à 20 h00, le Conseil Municipal de la Commune de VOULEME, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la Présidence de M. FONTENEAU Alain, Maire.

PRESENTS : FONTENEAU A, BELAIR M-J, BASTIER E, THENAULT I, BERGERON L, DE BERTREN M-J, TRANCHANT A

ABSENTS EXCUSES: MINOT P (donne pouvoir à De Bertren M-J), PACTON P (donne pouvoir à Belair M-J), BERRY J-C

ABSENT: CLERC C

SECRETAIRE SEANCE : DE BERTREN M-J

Date de convocation : 5 janvier 2026

Nombre de Conseillers : 11

Présents : 7

Votants : 9 (pouvoir de Minot P à De Bertren M-J et pouvoir de Pacton P à Belair M-J)

*1<sup>ère</sup> délibération*

### **Signature de la convention d'adhésion à la mission préalable obligatoire**

#### **CDG86**

Vu le code de Justice administrative,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle,

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire,

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux,

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

La loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire pérennise et généralise le dispositif de médiation préalable obligatoire (MPO) en insérant un article 25-2 à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, et en modifiant les articles L.213-11 à L.213-14 du code de la justice administrative.

La médiation s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel les parties à un litige tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends.

Le dispositif de MPO permet ainsi d'introduire une phase de médiation avant tout recours devant le Tribunal administratif de Poitiers, pour les décisions prévues par le décret n°2022-433 du 25 mars 2022, à savoir :

1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;

2° Refus de détachement, de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 15, 17, 18 et 35-2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 ;

3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° ci-dessus ;

4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois obtenu par promotion interne

5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie

6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985.

La médiation sera assurée par un agent du CDG spécialement formé à cet effet et présentant des garanties d'impartialité et de probité, dans le respect de la Charte des médiateurs des centres de gestion, et d'une stricte confidentialité. Elle se terminera soit par l'accord des parties, soit par un constat d'échec de la médiation, qui fera alors de nouveau courir les délais de recours.

Si les centres de gestion, en qualité de tiers de confiance, proposent une mission de médiation préalable obligatoire, les collectivités et établissements ont la faculté de choisir ou non d'y adhérer.

**Cette adhésion n'occasionnera aucun frais ; seule la saisine du médiateur à l'occasion d'un litige entre un agent et sa collectivité donnera lieu à contribution financière.**

L'intervention du Centre de Gestion de la Vienne fait ainsi l'objet d'une participation versée par la collectivité prévue à hauteur de :

- 250 € par dossier pour les collectivités affiliées au Centre de Gestion, comprenant l'examen du dossier, le temps de préparation et le temps de médiation en présence des parties ;
- 500 € par dossier pour les collectivités non affiliées au Centre de Gestion, comprenant l'examen du dossier, le temps de préparation et le temps de médiation en présence des parties ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'adhérer à cette mission au regard de l'objet et

des modalités proposées, le conseil municipal/d'administration, après en avoir délibéré :

**DECIDE** d'adhérer à la mission de médiation préalable obligatoire pour les litiges concernés, proposée par le Centre de Gestion de la Vienne ;

**APPROUVE** la convention (en annexe) à conclure avec le Centre de Gestion de la Vienne, qui concernera les litiges portant sur des décisions prises à compter du 1<sup>e</sup> jour du mois suivant la conclusion de la convention ;

**AUTORISE** Monsieur le maire à signer cette convention ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à la mise en œuvre de cette mission.

*2<sup>ème</sup> délibération*

**Signature de la convention d'accompagnement**  
**pour la transition énergie climat**  
**SOREGIES**

Monsieur le Maire fait lecture de la convention d'accompagnement pour la transition énergie climat proposée par Sorégies.

La convention a pour objet de définir les conditions et modalités dans lesquelles Sorégies et le Syndicat Energies Vienne s'engagent à accompagner la collectivité dans la réalisation d'opérations d'économies d'énergie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

*3<sup>ème</sup> délibération*

**Actualisation du règlement intérieur de la salle des fêtes**

Monsieur le Maire fait lecture du règlement de la salle des fêtes actualisé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le règlement de la salle des fêtes.

**Questions diverses**

- Urbanisme : Validation des zonages de la version V6 du PLUI
- Remerciements colis de Noël / Bilan des vœux
- Théâtre Feu follet le 18/01
- Mail compagnie de la trace
- Licence IV – rencontre avec M le Sous-Préfet
- Prochains conseils municipaux : 2 février et 2 mars (vote du budget)

Fait et délibéré les jours, mois, an que dessus et ont signé les membres présents.

Le Maire,	Le secrétaire,	Les membres du Conseil Municipal,
A FONTENEAU	M-J DE BERTREN	